



CAISSE DES DEPOTS

Direction de l'immobilier et de l'environnement de travail

56 rue de Lille

75356 Paris 07 SP

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**ENTRETIEN ET FLEURISSEMENT DES
ESPACES VERTS DE LA CAISSE DES
DEPOTS
SITE DE BLOIS
ACCORD-CADRE N°20235094 – LOT N°2**

N° du CCTP : 20235094

Sommaire

PREAMBULE	5
ARTICLE 1 - GENERALITES	6
Art. 1.1 - Objet du contrat.....	6
Art. 1.2 - Obligation de résultat	7
ARTICLE 2 - EXECUTION DE LA PRESTATION	7
Art. 2.1- Etat des lieux	7
Art. 2.2- Planning organisation du travail	8
Art. 2.3 - Contrôle de la prestation	8
Art. 2.4 - Encadrement du personnel	8
Art. 2.5- Propreté du site	8
Art. 2.6 - Matériel et fournitures mis à disposition :	8
2.6.1 Fournitures	9
2.6.2 - Matériel	9
2.6.3 - Accès aux locaux et équipements :	9
2.6.4 – Port des EPI.....	9
ARTICLE 3 - DISPOSITIONS PARTICULIERES.....	9
Art. 3.1 - Sujétions résultants des activités d’exploitation :	9
Art. 3.2 - Travaux dans les locaux pouvant induire des nuisances :	9
Art. 3.3 – Clauses RSE	10
ARTICLE 4 – DESCRIPTIF DES OPERATIONS D’ENTRETIEN DES ESPACES VERTS.....	11
DEFINITION DU BESOIN.....	11
Art. 4.1 - Gazon écologique	11
4.1.1 – Tontes.....	12
4.1.2 - Découpe des bordures	12
4.1.3- Arrosage	12
4.1.4 - Fertilisation	12
4.1.5 - Lutte contre les maladies, les prédateurs ou les adventices	12
Art. 4.2 – Taille des haies et arbustes :	13
4.2.1 - Haie taillée. Haies de forme géométrique	13
4.2.2 - Arbustes en forme libre.....	14
Art. 4.3 – Massifs et compositions florales existantes :	14

Art. 4.4 - Arbres :	15
Art. 4.5- Destruction des parasites et des mauvaises herbes :	18
Art. 4.6– Entretien des surfaces perméables et imperméables :	19
Art. 4.6.1 - Surfaces bétonnées et voiries.....	19
Art. 4.6.2 - Surfaces pavées, bétonnées et en enrobées.....	20
Art. 4.7- Ramassage des feuilles mortes	20
Art. 4.8- Enlèvement des palettes :	21
Art. 4.9 - Travaux de nettoyage	21
ARTICLE 5 – DESCRIPTIF DES OPERATIONS DE FLEURISSEMENT.....	21
Art. 5.1 – Objectif du fleurissement :	21
Art. 5.2 – Localisation :	22
Art. 5.3 – Proposition de projets de fleurissement :	22
Art. 5.4 – Travaux de fleurissement et entretien des massifs :	22
Art. 5.4.1 - Préparation du sol et soins particuliers.....	23
Art. 5.4.2 – Mise en place des plantations	23
Art. 5.4.3 – Entretien	23
Art. 5.4.4 – Arrosage.....	23
ARTICLE 6 – APPORTS.....	24
Art. 6.1 – Fiche produits.....	24
Art. 6.2 – Substrat	24
6.2.1 - Terre franche	24
6.2.2 - Amendement organique	24
6.2.3 - Fertilisation localisée	24
ARTICLE 7 – DESCRIPTIF DES TRAVAUX EXCEPTIONNELS	24
Art. 7.1 - Objectifs :	24
Art. 7.2 – Typologie des travaux pouvant être commandés :	25
Art. 7.2.1– Engazonnement par semi.....	25
Art. 7.2.2– Plantation de jeunes arbres	25
Art. 7.2.3– Plantation d’arbustes	25

Art. 7.2.4– Plantation de vivaces, aromatiques, graminées, bulbes	25
Art. 7.2.5– Taille douce des grands arbres	25
Art. 7.2.6– Abattage d’arbres	26
Art. 7.2.7– Essouchement	26
Art. 7.2.8– Petite maçonnerie	27
Art. 7.2.9– Pose de bordures	27
Art. 7.2.10– Création d’une allée piétonne en gravier blanc	27
Art. 7.2.11– Etude paysagère et végétale (prestation intellectuelle uniquement)	27
Art. 7.2.12– Nettoyage de surfaces imperméabilisées au nettoyeur HP	28
Art. 7.2.13– Fournitures de végétaux et garantie	28
Art. 7.2.14– Intervention d’urgence	28
ARTICLE 8 – LIVRABLES ATTENDUS	28
Art. 8.1 – Fiches techniques/produits	28
Art. 8.2 – Calendrier et planning	28
Art. 8.3 – Rapports d'intervention	28
Art. 8.4 – Consommations	29
Art. 8.5 – Bilan carbone	29
Art. 8.6 – Traçabilité des déchets	29
Art. 8.7 – Autres livrables	29

SOMMAIRE

Annexe 1– Plan de Masse

Annexe 2 – Plan de situation des plantations existantes

Annexe 3 – Emplacement des Massifs à aménager

Annexe 4 – Exemples de rendu possible

Annexe 5 – Photo du site en perspective

PREAMBULE

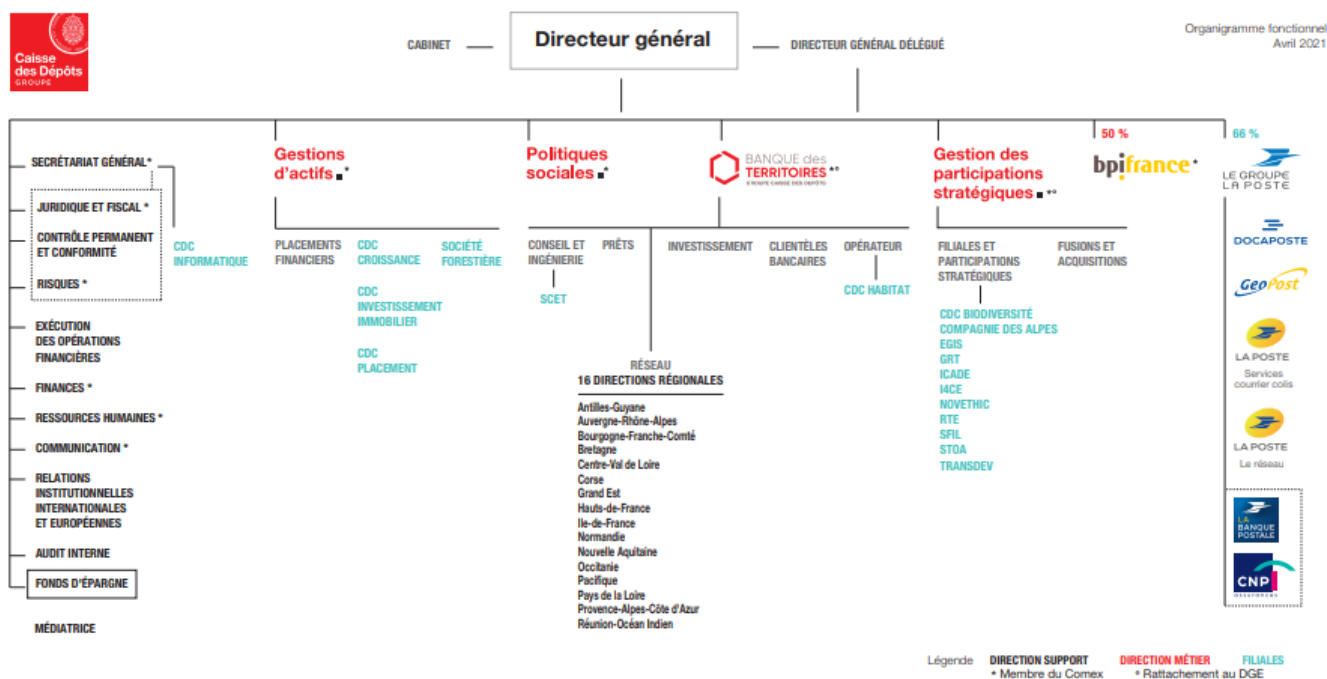
Les missions de la Caisse des Dépôts :

La Caisse des Dépôts (CDC) est un établissement financier public qui remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques. Une mission confiée par la loi. Gestionnaire de confiance pour le compte de tiers, investisseur et prêteur de long terme, la Caisse des Dépôts facilite la réalisation de projets innovants, durables et solidaires et participe au développement économique du pays.

Avec l'arrivée en 2020 du groupe la Poste au sein du groupe Caisse des Dépôts, celui-ci devient le premier pôle financier public français, l'un des plus importants au monde.

Organisé autour de **cinq métiers**, il s'engage au quotidien à réduire les inégalités sociales et territoriales.

- **Le soutien aux projets des territoires : La Banque des Territoires** conseille, finance, opère tous les projets auprès des collectivités locales, des organismes de logement social, des entreprises publiques locales et des professions juridiques pour des territoires plus durables, inclusifs, attractifs et connectés ;
- **Le financement des entreprises : Bpifrance** accompagne les entreprises avec un continuum de financement (prêts, garanties, prises de participation, conseil et accompagnement) à toutes les étapes de leur développement, en France et à l'international ;
- **Les politiques sociales**, métier historique de gestionnaire de mandats publics, la Caisse des Dépôts est un acteur majeur de la cohésion sociale, assurant un rôle dans la qualification professionnelle de 33 millions de Français et contribuant au défi du régime universel des retraites. Elle a aussi la charge du nouveau Compte personnel de formation ;
- **La gestion des actifs** permet à la Caisse des Dépôts de financer et d'accompagner des projets d'intérêt général sur tous les territoires. Le Groupe contribue au financement de l'économie française avec une prise en compte toujours plus forte des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) ;
- **La gestion des participations stratégiques**, elle accompagne dans la durée le développement de ses filiales dont les résultats financiers soutiennent ses missions d'intérêt général (Transdev, Egis, Icade, Compagnie des Alpes, RTE...).



Pour plus d'informations : www.caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 - GENERALITES

Art. 1.1 - Objet du contrat

L'objet du présent contrat est de faire assurer par le Titulaire et pour le compte de la CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS (CDC), des opérations d'entretien des espaces verts et de fleurissement sur le site de Blois.

➤ Les opérations d'entretien des espaces verts visent à préserver le site dans un aspect esthétique, propre et harmonieux : (cf. art. 4 du CCTP)

- Les gazons,
- Les arbres,
- Les massifs d'arbustes
- Les haies taillées,
- Les massifs floraux,
- Les plantations en pot,
- Les surfaces perméables et imperméables,
- ...

➤ Les opérations de fleurissement (aménagements floraux) visent quelques massifs dont la situation actuelle est à améliorer : (cf. art 5 du CCTP)

Les différents types d'espaces sont localisés sur 4 plans fournis à titre indicatif.

Il est remis au Titulaire, trois plans permettant la bonne compréhension des travaux à réaliser :

- un plan de masse (annexe 1),
- un plan de situation des plantations existantes (annexe 2),
- un plan des emplacements des massifs à aménager (annexe 3),
- une photo du site vue en perspective (annexe 5).

Une visite prévue lors du lancement de la consultation permettra au candidat de faire un état des lieux de l'existant en vue de présenter une offre appropriée.

L'entretien des espaces définis ci-dessus consiste en tous les soins pour conserver les plantations en bon état de végétation et de conservation. Il comprend également le nettoyage général afin de maintenir propres toutes les surfaces.

Ce marché compte des prestations à prix forfaitaires et à prix unitaires.

- Les prestations relatives à l'entretien courant des espaces verts et à aux travaux de fleurissement des massifs sont traitées à prix forfaitaires (D.P.G.F.).
- La réalisation de travaux dits " exceptionnels" (cf. art 7 du CCTP) est traitée à prix unitaires (B.P.U.).

Art. 1.2 - Obligation de résultat

Le Titulaire est tenu par une obligation de résultat visant à maintenir l'ensemble des lieux en parfait état d'entretien et de propreté, et à offrir un environnement de travail esthétique et harmonieux aux collaborateurs de la CDC.

Cette obligation est liée :

- À la réalisation des objectifs de qualité décrits ci-dessous,
- Au respect des prescriptions imposés par la Pouvoir Adjudicateur,
- Aux modalités d'entretien définies par le Gestionnaire de site, indiquant la périodicité ou le nombre d'interventions pour chaque tâche. Ces indications sont des minima et ne dégagent pas pour autant le Titulaire de son obligation de résultat.

ARTICLE 2 - EXECUTION DE LA PRESTATION

Art. 2.1- Etat des lieux

Le dépôt des archives de la Caisse des Dépôts est installé à Blois (41), dans un ancien séminaire. L'ensemble du patrimoine d'archives de l'Etablissement public y est conservé.

Pour la réalisation des prestations d'entretien des espaces extérieurs, deux accès au site sont disponibles

- Accès site de Blois 16, rue du Prêche – 41000 BLOIS

Les zones à traiter par cet accès sont :

- L'allée centrale (murets, surfaces minérales).
- La partie centrale appelée Cour d'Honneur (arbustes, rosiers, pelouse, et massif).
- Le jardinet côté Bâtiment Administratif (arbre, haies, et pelouse).
- Le jardin côté Bibliothèque (arbre, arbustes, rosiers, pelouse et massifs).
- Les abords de part et d'autre de l'accès rampe à la rue Callenge (arbustes et massifs).
- Le jardin côté Garages et Loge gardien (rosiers, haies, pelouse, massif, arbres et arbustes).
- Le jardin de l'autre côté parking entreprises (pelouse, massifs, arbres et arbustes).
- ...

- Accès site de Blois 22, avenue Reneaulme - 41000 BLOIS

Les zones à traiter par cet accès sont :

- Le jardin le long du mur d'enceinte (arbres, haies et pelouse).
- Le massif côté Nouveau Bâtiment (haies, arbre, arbustes et pelouses).
- Le massif côté Bâtiment Principal (arbustes).
- Le massif côté Grande Chapelle (haies).

- Le jardin Hangar (arbres et pelouse).
- Les surfaces minérales et revêtement en enrobé côté Grande Chapelle et quai de transbordement
- ...

Art. 2.2- Planning organisation du travail

Le Titulaire respectera le programme d'organisation présenté dans son offre (mémoire technique), précisant les effectifs (compétence et expérience du personnel proposé) et matériels nécessaires à l'exécution des opérations définies dans le présent C.C.T.P. et sera tenu de le respecter. Il sera tenu de désigner un responsable chargé de l'encadrement du personnel pendant toute la durée du contrat, de déterminer le mode d'exécution des travaux et d'appliquer des clauses techniques du présent cahier.

Le Titulaire soumettra, quinze jours avant la date anniversaire, le bilan des actions réalisées pendant l'année N-1, la liste des travaux d'amélioration à réaliser, le quantitatif des déchets collectés et valorisés ainsi qu'un planning prévisionnel des prestations sur l'année N à venir.

Art. 2.3 - Contrôle de la prestation

Après chaque intervention, le Titulaire devra remplir une fiche de passage décrivant les opérations réalisées dans la journée, le volume des déchets verts et / ou le nombre de palettes évacué(s).

L'original de cette fiche sera transmis au gestionnaire de site de la CDC et un exemplaire devra être conservé chez le Titulaire pour effectuer le suivi annuel des interventions et des déchets.

Deux fois par an (début avril et fin septembre), une visite ayant pour but le contrôle du respect des objectifs sera organisée entre les 2 parties (Titulaire et CDC).

Si une prestation est déclarée faite par le Titulaire et vérifiée non faite par la CDC ou son représentant, des pénalités de retard prévus au CCAP s'appliqueront.

Art. 2.4 - Encadrement du personnel

Le Titulaire devra obligatoirement affecter en permanence, lors des interventions, un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel.

Ce responsable sera assisté d'agents en nombre et qualification suffisants pour assurer les prestations, il assurera une surveillance et un contrôle efficaces.

Art. 2.5- Propreté du site

Le Titulaire devra veiller en permanence à la propreté du site et procéder immédiatement au nettoyage prescrit par le représentant de la CDC.

Si des matériaux (terre végétale, débris végétaux, engrais) sont répandus accidentellement sur la chaussée à l'extérieur du site, le Titulaire sera tenu de procéder, dans les moindres délais, aux balayages et nettoyage des lieux.

Le Titulaire veillera à prendre toutes les dispositions pour conserver le site et ses abords en bon état de propreté.

Art. 2.6 - Matériel et fournitures mis à disposition :

2.6.1 Fournitures

L'eau et l'électricité nécessaire au bon accomplissement des travaux décrits dans le présent C.C.T.P est fourni à titre gratuit par la CDC.

Le titulaire devra adopter une attitude responsable en matière d'utilisation de l'eau et de l'électricité tout au long de l'exécution du marché. Ainsi le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire sa consommation d'eau et d'énergie, en particulier en adoptant des pratiques sobres et en utilisant des équipements économes.

L'électricité ne pourra alimenter que des appareils répondant aux normes de sécurité en vigueur. Pour cela le Titulaire joindra à son offre le détail du matériel dont elle dispose pour ce marché, en indiquant les caractéristiques propres à chaque matériel (puissance, consommation, décibels émis).

Toute autre fourniture est à la charge du Titulaire.

2.6.2 - Matériel

Le Titulaire assurera les prestations dues avec son propre matériel qui sera en parfait état de fonctionnement, conforme et répondant aux normes de sécurité du code du travail et environnementales en vigueur.

2.6.3 - Accès aux locaux et équipements :

Pour accéder au site le Titulaire informera le représentant de la CDC de sa venue. Une liste des intervenants sera communiquée au représentant de la CDC. De plus, une facilité de stationnement sera offerte à l'encadrant du personnel à l'intérieur du site pour son véhicule.

Aucun local permanent ne sera mis à sa disposition.

2.6.4 – Port des EPI

Le port des Equipements de Protections Individuelles est obligatoire pour tout le personnel travaillant dans l'emprise du site.

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS PARTICULIERES

Selon l'état des lieux établi au départ de la prestation.

Art. 3.1 - Sujétions résultants des activités d'exploitation :

Le Titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever aucune réclamation, des sujétions qui pourront être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment par l'interruption ou le report de toute opération décidée par la CDC.

Art. 3.2 - Travaux dans les locaux pouvant induire des nuisances :

Le Titulaire avertira le représentant de la CDC, au minimum 2 jours avant les prestations, des interventions ayant un impact fort sur les activités du personnel de la CDC.

Le Titulaire et le représentant de la Caisse des Dépôts procéderont avant le commencement des prestations à une information réciproque sur les risques particuliers encourus et les mesures de prévention envisagées. Cette information fera l'objet de la rédaction d'un plan de prévention par la CDC.

Le Titulaire sera tenu aux mêmes obligations avec ses sous-traitants éventuels, qui par ailleurs devront avoir obtenus l'agrément de la CDC.

Art. 3.3 – Clauses RSE

1. Respect des réglementations environnementales :

Le Titulaire s'engage à respecter toutes les lois, réglementations et normes environnementales applicables dans l'exécution de la prestation d'entretien des espaces verts. Il doit notamment se conformer aux lois concernant la protection de la biodiversité, la gestion des déchets, l'utilisation des produits phytosanitaires, et autres réglementations environnementales pertinentes.

2. Utilisation de produits respectueux de l'environnement :

Le Titulaire doit privilégier l'utilisation de produits respectueux de l'environnement, tels que des engrais d'origine organique (compost, résidus de végétaux ou d'animaux), des produits de biocontrôle ou des alternatives non chimiques. L'utilisation de pesticides et d'herbicides chimiques ne doit être envisagée qu'en dernier recours et dans le strict respect des réglementations en vigueur.

3. Gestion des déchets verts :

Le Titulaire est responsable de la collecte, du tri et de l'évacuation des déchets verts générés lors des interventions d'entretien. Il doit veiller à leur traçabilité, en enregistrant le poids, la nature des déchets et la chaîne de valorisation mise en place (compostage, recyclage, etc.). Le Titulaire doit favoriser autant que possible la réutilisation, le recyclage et le compostage des déchets verts.

4. Préservation de la biodiversité :

Le Titulaire doit prendre en compte la préservation de la biodiversité dans ses interventions d'entretien des espaces verts. Il doit veiller à la préservation des écosystèmes locaux, à la protection des espèces végétales et animales, et à la promotion de la diversité biologique. Le Titulaire est tenu de respecter les plans de gestion écologique établis, le cas échéant, pour les espaces verts concernés.

5. Maîtrise de l'empreinte environnementale :

Le Titulaire s'engage à minimiser son empreinte environnementale dans l'exécution de la prestation. Il doit optimiser l'utilisation des ressources naturelles, réduire les consommations d'eau et d'énergie, limiter les émissions de gaz à effet de serre, et prendre des mesures visant à préserver la qualité des sols et des eaux. Le Titulaire s'engage à privilégier l'usage de véhicules à très faibles émissions ou à faibles émissions.

6. Reporting environnemental :

Le Titulaire doit fournir régulièrement des rapports environnementaux détaillant les actions mises en œuvre pour respecter les exigences environnementales du contrat. Ces rapports peuvent inclure des informations sur les consommations d'eau et d'énergie, les émissions de gaz à effet de serre, la gestion des déchets, ainsi que toute autre mesure environnementale pertinente.

7. Contrôle et sanctions :

L'entreprise cliente se réserve le droit d'effectuer des contrôles pour vérifier la conformité du Titulaire aux exigences environnementales. En cas de non-respect de ces exigences, des sanctions pourront être appliquées, telles que des pénalités financières, conformément aux dispositions prévues dans les autres articles du CCTP.

ARTICLE 4 – DESCRIPTIF DES OPERATIONS D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS

Définition du besoin

Le Titulaire aura pour mission de traiter l'ensemble des zones énoncées au paragraphe 2.1.
Le présent marché concerne les prestations de service suivantes :

Entretien courant des espaces verts :

- La tonte des gazons,
- La taille des haies et des arbustes,
- Le bêchage, binage,
- Le débroussaillage,
- Le nettoyage manuel,
- Le désherbage, démoussage,
- L'élagage des arbres,
- Le ramassage de feuilles mortes,
- L'évacuation des déchets verts en centre de tri agréé,
- L'évacuation des palettes de la Caisse des Dépôts pour recyclage ou réemploi,
- ...

Entretien courant des surfaces minérales et des revêtements en enrobé :

- Le nettoyage des allées et voies d'accès,
- L'entretien dallage, grilles, bordures et murets,
- ...

L'entretien des espaces définis ci-dessus consiste en tous les soins pour conserver les plantations en bon état de végétation. Il comprend également le nettoyage général afin de maintenir propres toutes les surfaces y compris les surfaces minérales.

Art. 4.1 - Gazon écologique

Objectifs :

Aspect de la végétation naturel et sain pendant toute l'année, favorisant la diversité végétale et la présence d'espèces locales adaptées aux conditions environnementales.

Hauteur de gazon maintenue à un niveau écologiquement approprié, favorisant la résistance à la sécheresse et la biodiversité (entre 10 et 12 cm)

Homogénéité visuelle du gazon, en tenant compte de la variété des espèces de graminées et des autres plantes pour créer une esthétique naturelle et attrayante.

Encourager la présence de petites zones de biodiversité dans le gazon, tout en maintenant une apparence soignée globale.

Contrôle naturel des mauvaises herbes et de la mousse par la sélection de variété de graminées résistantes et par des méthodes de gestion écologique, réduisant ainsi le recours aux herbicides.

Modalités de l'entretien :

4.1.1 – Tontes

Le titulaire pratiquera une tonte à hauteur appropriée (entre 10cm et 12cm) pour favoriser la santé du gazon, réduire les besoins en eau, favoriser la biodiversité et encourager la croissance d'une pelouse plus dense et résistante aux mauvaises herbes.

Avant toute tonte il sera procédé à un enlèvement des déchets des surfaces à tondre.

Les produits des coupes seront enlevés après chaque coupe le jour même. Les déchets de tonte seront évacués par le Titulaire

Sur les bordures des jardins, la coupe devra en permanence être soignée, en respectant le tracé initial. La découpe sera réalisée à la bêche ou mécaniquement
Pas de tonte en cas de pluie.

Nombre d'interventions :

5 minimum / an à partir du mois d'avril jusqu'au mois d'octobre inclus. (Ces périodes sont données à titre indicatif). La CDC pourra, selon les conditions climatiques définir d'autres dates de commencement et de fin des tontes

4.1.2 - Découpe des bordures

En bordure des allées, massifs, haies, la découpe devra en permanence être soignée, en respectant le tracé initial. La découpe sera réalisée à la bêche ou mécaniquement.

4.1.3- Arrosage

Le titulaire s'engage à ne pas procéder à l'arrosage des gazons, sauf en cas de conditions climatiques exceptionnelles nécessitant des mesures d'urgence.

En cas d'arrosage celui-ci sera optimisé pour préserver la ressource en eau. Ils doivent être effectués en dehors des heures de fort ensoleillement, de préférence tôt le matin ou le soir, et après la tonte si ceux-ci s'avèrent nécessaires. Le gazon écologique est arrosé au maximum 1 fois dans la semaine. Les zones non pourvues d'arrosage automatique feront l'objet d'un arrosage manuel par l'entreprise correspondant au besoin hydrique de la végétation.

4.1.4 - Fertilisation

La fertilisation sera adaptée aux sols et au type de gazon.

On choisira de préférence des engrais d'origine organique à libération lente qui seront épandues plusieurs fois par an.

4.1.5 - Lutte contre les maladies, les prédateurs ou les adventices

Les gazons seront débarrassés entretenus de toute manière à favoriser la présence de végétation adventice, y compris indigène et à minimiser l'apparition de mauvaises herbes et de mousses. **Les interventions seront ponctuelles, en cas de nécessité** (ex. : sulfate de fer contre mousses), privilégiant des méthodes écologiques de gestion.

L'utilisation de désherbant sélectif chimique est strictement interdite afin de préserver l'écosystème. L'entreprise sera tenue responsable de respecter cette interdiction.

Chaque opération de désherbage ou de démoussage sera suivie, si nécessaire, d'un semis en regarnissage par semis d'espèces indigènes adaptées au gazon écologique, favorisant ainsi la régénération naturelle du gazon.

Les parasites et prédateurs seront gérés en accord avec la législation en vigueur et en utilisant des méthodes respectueuses de l'environnement, telles que des techniques de lutte biologique.

Le titulaire doit évaluer la présence d'espèces invasives et appliquer les méthodes appropriées et écologiquement responsables pour la destruction des espèces invasives, en évitant autant que possible l'utilisation de produits chimiques nocifs pour l'environnement ou la santé humaine.

Art. 4.2 – Taille des haies et arbustes :

4.2.1 - Haie taillée. Haies de forme géométrique

Objectifs :

Sol meuble, sain et propre, permettant une bonne alimentation en eau et en air.

Feuillage vert et dense du printemps à l'automne. Bon état sanitaire.

Forme géométrique et régulière de la haie.

Forme parfaite début printemps et début automne

Modalités de l'entretien :

4.2.1.1 - Taille

Les haies de forme géométrique seront **taillées au moins 3 fois/an** (au début du printemps, au plus tard fin juin, et à la fin de l'été en septembre/octobre) ou plus en fonction de la croissance incontrôlée des végétaux.

La largeur de la haie en tête ne devra jamais être supérieure à celle de la base, la taille sera effectuée de façon à obtenir une haie régulière sur 3 faces à la hauteur voulue par la Caisse des Dépôts et des Consignations.

Les arbustes caducs et persistants seront taillés au sécateur selon leur période de floraison et compte tenu de leur emplacement par rapport aux bâtiments (fenêtres ou portes)

4.2.1.2 - Entretien du sol

Le sol, au pied des haies sera entretenu meuble et propre par un bêchage superficiel en hiver (15 décembre-15 mars) et des binages en période de végétation aussi souvent que nécessaire pour maintenir en permanence **le sol nu et propre**. Les déchets seront enlevés et évacués le jour même.

4.2.1.3 - Arrosage

L'arrosage devra être réalisé aussi souvent que nécessaire pour maintenir les végétaux en vie. L'arrosage automatique devra être complété par des interventions manuelles estivales, si nécessaire.

Le titulaire proposera des alternatives écologiques pour réduire l'arrosage. Ces alternatives peuvent inclure la sélection d'espèces végétales adaptées à la sécheresse, la mise en place de techniques de paillage pour conserver l'humidité du sol, ou d'autres techniques d'irrigation moins consommatrices d'eau.

4.2.2 - Arbustes en forme libre

Objectifs :

Sol meuble, sain et propre, permettant une bonne alimentation en eau et en air.

Feuillage vert et dense du printemps à l'automne.

Bon état sanitaire Végétaux vivants.

Développement naturel et souple des sujets, avec absence de bois mort (arbustes en forme libre).

Floraison régulière et optimale.

Modalité d'entretien :

4.2.2.1 - Taille

Les arbustes persistants seront taillés **au sécateur** selon leur période de floraison mais aussi de façon qu'ils n'entravent pas les accès aux bâtiments selon leur emplacement géographique

Le Titulaire soumettra le principe de taille de floraison suivant les espèces arbustives rencontrées.

4.2.2.2 - Entretien du sol

Dito art 4.2.1.2.

4.2.2.3 - Arrosage

Dito art 4.2.1.3.

Nombre d'interventions :

Les arbustes seront **taillés au moins 3 fois/an** (au début du printemps, au plus tard fin juin, et à la fin de l'été en septembre/octobre) ou plus en fonction de la croissance incontrôlée des végétaux

Art. 4.3 – Massifs et compositions florales existantes :

Objectifs :

Floraison saisonnière satisfaisante.

Développement des plantes sur un sol meuble et débarrassé des mauvaises herbes.

Végétaux non fanés.

Modalités de l'entretien :

Sont visés par cet article les arbustes, les plantes grimpantes, les vignes, les rosiers, les plantes vivaces couvre sol, ou annuelles qui sont implantés dans le jardin en pleine terre.

L'entretien du sol est identique à ceux des arbustes et haies, de même que pour l'arrosage.

Le palissage sera réalisé par le titulaire.

La pose et l'entretien du support sont exclus des prestations contractuelles. Le Titulaire devra, cependant, en vérifier la solidité et avertir la CDC en cas de risque de rupture.

4.3.1 – Taille

La taille devra contenir le massif aux limites définies par le plan de situation. Le massif sera contenu par des opérations ponctuelles à chaque passage du Titulaire et par une remise en forme, épaisseur, et étendue, en fin de végétation.

4.3.2 - Entretien du sol

Dito art 4.2.1.2.

4.3.3 - Arrosage

Dito art 4.2.1.3.

Art. 4.4 - Arbres :

4.4.1 - Cet article concerne tous les arbres (jeunes ou adultes)

Objectifs :

Avoir dans un rayon de 0,50 m autour de l'arbre un sol meuble, aéré permettant une bonne alimentation en eau.

Arbre formé, émondé et ébourgeonné dans la partie basse.

Absence de mauvaises herbes sur cette surface.

Plaies des arbres soignées.

Modalités de l'entretien :

4.4.1.1 – Taille de réduction des arbres

Le Titulaire réalisera les tailles de formation, d'émondage et d'ébourgeonnage jusqu'à une hauteur de 2,50 m

- **Cas particuliers des Tilleuls et Erable :**

Pendant la durée du marché, le titulaire devra procéder à une taille complète (élagage) des tilleuls et érable présents sur le site selon la forme architecturée existante

L'opération consistera à supprimer sur l'ensemble de ces arbres les gourmands afin de nettoyer tronc et charpente maitresses.

De manière générale, les travaux de taille ne doivent pas être pratiqués en période de monté de sève et en période de descente de sève.

Les branches et grumes seront immédiatement évacuées du site.

Les débris de végétaux générés par l'intervention devront être balayés au fur et à mesure de la progression des travaux.

Les chaussées, trottoirs accotement et autres (massifs, pelouses...) intérieurs et extérieurs au site devront être laissés en parfait état de propreté.

L'évacuation des déchets verts est à la charge du titulaire.

Cette prestation d'élagage des Tilleuls est traitée à prix forfaitaires (D.P.G.F.).

Elle sera déclenchée par le gestionnaire CDC présent sur le site, une fois sur toute la durée du marché.

Pour information, les derniers travaux d'élagage de ces arbres ont été effectués en 2022.

Nombre d'interventions :

Arbres concernés = Tilleuls « Tête de Chat » et Erable

Nombre = 26 arbres au total

4.4.1.2 - Entretien du sol

Autour des arbres, le sol sera entretenu meuble et propre par un bêchage superficiel en hiver et par des binages en période de végétation aussi souvent qu'il est nécessaire pour conserver l'aspect esthétique recherché.

Le Titulaire ne blessera ni le collet ni les racines de l'arbre. Les déchets seront enlevés et évacués

Ces binages et bêchages ont pour but d'éliminer les mauvaises herbes au pied des arbres et d'ameubler le sol de façon à favoriser les échanges au niveau racinaire. Ce travail est à réaliser sur un rayon moyen de 1 m autour du tronc de l'arbre. Après binage et bêchage, la surface du sol sera rétablie en forme de cuvette d'arrosage.

4.4.2 - Cet article ne concerne que les arbres plantés depuis 1, 2 ou 3 ans sur le jardin.

Objectifs :

Aspect de feuillage vert et croissance satisfaisant quelle que soit la saison.

Absence de bois mort dans la couronne, de bourgeons ou de gourmands sur le tronc.

Forme de l'arbre contrôlée et préfigurant son aspect adulte.

Etat sanitaire satisfaisant.

S'ils sont nécessaires, tuteurs droits, haubans maintenus rigides. Colliers ne blessant pas les arbres.

Modalités de l'entretien :

4.4.2.1 - Taille de formation

Les Interventions de taille se limiteront, durant les trois années suivant la plantation, à la taille de formation de la couronne (durant le repos de végétation) et à l'ébourgeonnage, au moins deux fois l'an, des pousses se développant sur tronc au-dessous de la couronne.

Au-delà des 3 ans, la taille comprendra la suppression des gourmands au pied des troncs, l'ébourgeonnage des troncs au moins une fois par an, au cours du mois d'août et suppression du bois mort.

Les coupes devront toujours être franches et nettes, orientées de façon à éviter toute stagnation de l'eau

Les branches mortes et l'ensemble des rameaux en surnombre ou gênants sont à éliminer. L'élimination de ces branches se fait en maintenant sa silhouette à l'arbre et en augmentant sa transparence générale.

Les outils seront impérativement désinfectés sur place, avant toute intervention et après la taille de chaque arbre, par un produit homologué.

Toutes les plaies de taille seront rendues parfaitement nettes par suppression des éventuelles irrégularités de coupes. Les plaies de taille supérieure à un diamètre de cinq (5) centimètres seront protégées avec un produit cicatrisant.

4.4.2.2 - Entretien du sol

Autour des arbres, le sol sera entretenu meuble et propre par un bêchage superficiel en hiver et par des binages en période de végétation aussi souvent qu'il est nécessaire pour conserver l'aspect esthétique recherché.

Le Titulaire ne blessera ni le collet ni les racines de l'arbre. Les déchets seront enlevés et évacués

Ces binages et bêchages ont pour but d'éliminer les mauvaises herbes au pied des arbres et d'ameublir le sol de façon à favoriser les échanges au niveau racinaire. Ce travail est à réaliser sur un rayon moyen de 1 m autour du tronc de l'arbre. Après binage et bêchage, la surface du sol sera rétablie en forme de cuvette d'arrosage.

4.4.2.3 - Arrosage

L'arrosage sera à effectuer durant la période de végétation (mai à septembre) pour les jeunes arbres (jusqu'à 3 ans après leur plantation).

Les arrosages seront répétés autant de fois que nécessaire en période estivale, apportés à l'aide d'un tuyau donnant de l'eau sous bas débit à la cuvette d'arrosage.

Le titulaire proposera des alternatives écologiques pour réduire l'arrosage des arbres. Ces alternatives peuvent inclure la sélection d'espèces végétales adaptées à la sécheresse, la mise en place de techniques de paillage pour conserver l'humidité du sol, ou d'autres techniques d'irrigation moins consommatrices d'eau.

4.4.3 - Cet article ne concerne que les arbres fruitiers en pot

Objectifs :

Aspect de feuillage vert et croissance satisfaisante quelle que soit la saison.

Absence de bois mort dans la couronne, de bourgeons ou de gourmands sur le tronc.

Forme de l'arbre contrôlée et préfigurant son aspect adulte.

Etat sanitaire satisfaisant

Modalités de l'entretien :

4.4.3.1 - Taille de formation

Développement maîtrisé et souple des sujets, avec absence de bois mort (arbustes à entretien intensif). Développement naturel et souple des sujets, avec absence de bois mort (arbustes en forme libre).

Floraison régulière et optimale

4.4.3.2- Arrosage

Les arrosages seront répétés autant de fois que nécessaire en période estivale, apportés à l'aide d'un tuyau donnant de l'eau sous bas débit à la cuvette d'arrosage.

Les arbres seront arrosés autant de fois que nécessaire pour leur maintien en bon état de végétation et d'aspect.

Le titulaire proposera des alternatives écologiques pour réduire l'arrosage des arbres. Ces alternatives peuvent inclure la sélection d'espèces végétales adaptées à la sécheresse, la mise en place de techniques de paillage pour conserver l'humidité du sol, ou d'autres techniques d'irrigation moins consommatrices d'eau.

4.4.3.3 – Fertilisation

La fertilisation sera adaptée au type d'arbres.

On choisira de préférence des engrais d'origine organique à libération lente qui seront répandus plusieurs fois par an.

Art. 4.5- Destruction des parasites et des mauvaises herbes :

Objectif :

Obtenir des végétaux en bon état phytosanitaire sans pesticides phytosanitaires respectueux de l'environnement.

Modalités de l'entretien :

Le Titulaire doit assurer :

- Un bon état phytosanitaire des espaces verts,
- La destruction des parasites nuisibles aux végétaux,
- N'utiliser que des méthodes et des procédés légaux, lesquels devront, en outre,
- Concourir au bon aspect des végétaux.

- La destruction des espèces invasives.

Le Titulaire s'engage à ne pas utiliser de produits phytosanitaires, tels que les pesticides, herbicides, fongicides ou insecticides chimiques, pour le maintien du bon état phytosanitaire des végétaux. Toutes les méthodes alternatives et écologiques de protection des végétaux doivent être privilégiées pour garantir leur santé et prévenir les attaques de ravageurs ou de maladie.

L'utilisation de pesticides et d'herbicides chimiques ne doit être envisagée qu'en dernier recours et dans le strict respect des réglementations en vigueur.

En l'absence de procédé de lutte curative, l'entreprise est tenue de déclencher en temps voulu la mise en œuvre de moyens préventifs.

Le Titulaire devra signaler à la Caisse des Dépôts la présence de parasites ou prédateurs sur les végétaux dont elle assure l'entretien et la prévenir au minimum 48 heures avant ses interventions.

Le Titulaire sera tenu pour financièrement responsable des végétaux, dont l'état était satisfaisant lors de l'état des lieux et, qui viendraient mourir ou qui dépériraient du fait de sa négligence. En revanche, les espaces verts étant constitués d'individus vivants, l'entreprise ne peut être tenue pour responsable des effets de causes inconnues ou réputées sans remède pratique. Les effets et la mise en œuvre des pesticides (fongicides, insecticides, herbicides), nématicides, rodenticides et substances de croissance ne devront nuire ni aux végétaux, ni aux animaux, ni aux usagers des espaces verts.

Le Titulaire utilisera autant que faire se peut des produits phytosanitaires ayant des impacts réduits sur l'environnement.

Le Titulaire est tenu d'utiliser les produits homologués ou autorisés à la vente par le ministère de l'agriculture, service de la protection des végétaux. Elle le fait selon les doses et avec les précautions d'emploi recommandées par ce service ou par le fabricant.

Dans tous les cas, l'application des produits est faite conformément à la législation en vigueur établie par le ministère de l'agriculture ou définie par le code de la santé publique.

Les traitements sur les arbres en pots doivent également être assurés.

Si des analyses de sol révèlent une faute du Titulaire dans l'utilisation des amendements engrais, le coût de ces analyses est supporté par ce dernier ainsi que le remplacement des végétaux ayant souffert de ces négligences.

Les fertilisants sont utilisés de telle sorte que leur efficacité soit maximale (en particulier en ce qui concerne les conditions climatiques) et en évitant les risques d'accidents végétatifs (brûlures de feuillage, par exemple).

Le mode de mise en œuvre (épandage, arrosage...) doit être adapté à chaque type de fertilisant utilisé dans le respect des normes préconisées par le fabricant ou le laboratoire.

Art. 4.6– Entretien des surfaces perméables et imperméables :

Art. 4.6.1 - Surfaces bétonnées et voiries

Objectifs :

Surfaces propres débarrassées de débris (y compris grilles de regards d'évacuation des débris).

Est exclu de ce marché tout entretien nécessitant l'apport de béton. Cependant, le Titulaire est tenu d'avertir la Caisse des Dépôts de tous travaux nécessaires.

Sur ces surfaces, l'entretien se limitera :

- À des balayages, suivis immédiatement de l'évacuation des déchets,
- À la destruction de la végétation qui pourrait se manifester. Le titulaire utilisera des méthodes de destruction des mauvaises herbes et mousses qui sont respectueuses de l'environnement et devra éviter l'utilisation de produits chimiques nocifs (herbicides et pesticides) ainsi que la technique du brûlage. Le Titulaire peut à sa convenance utiliser des méthodes de désherbage manuel, thermique et/ ou écologique.
- Au maintien de la propreté des grilles, des regards d'évacuation des eaux situés dans ces surfaces : nettoyage de ces ouvrages une fois par an au minimum, mais plus si nécessaire particulièrement après de gros orages.

Les végétations présentes (mauvaises herbes, mousses...) sur tous types de surface devront être éliminés pour tenir le site en parfait état de propreté.

Art. 4.6.2 - Surfaces pavées, bétonnées et en enrobées

Objectifs :

Surfaces propres débarrassées de détritits (y compris grilles et regards d'évacuation des détritits).

Absence de mauvaises herbes et de mousses entre les pavés, sur les dalles bétonnées et les surfaces bitumées

Modalités de l'entretien :

Sous ce titre sont comprises toutes les surfaces constituées par des éléments posés sur le sol ou scellés à l'aide d'un liant, avec ou sans joints séparatifs.

Le titulaire utilisera des méthodes de destruction des mauvaises herbes et mousses qui sont respectueuses de l'environnement et devra éviter l'utilisation de produits chimiques nocifs (herbicides et pesticides) ainsi que la technique du brûlage. Le Titulaire peut à sa convenance utiliser des méthodes de désherbage manuel, thermique et/ ou écologique.

Le remplacement des éléments dégradés sera à la charge du Titulaire

Art. 4.7- Ramassage des feuilles mortes

Objectifs :

Absence de dépôts de feuilles.

Toutes surfaces doivent être débarrassées de feuilles mortes durant la période allant de Septembre à la fin du mois de décembre.

Modalités de l'entretien :

Les feuilles mortes seront régulièrement balayées et évacuées ; les feuilles ne devront pas rester sur le sol plus d'une semaine après leurs chutes. Il est demandé à l'entreprise d'utiliser

des équipements générant le moins de nuisances sonores. Il est demandé au Titulaire de faire un usage raisonné de souffleurs à feuille, ceci afin de limiter la gêne aux occupants ainsi que les nuisances au voisinage.

Les grilles d'évacuation des eaux de ruissellement feront l'objet d'un nettoyage afin de faciliter l'écoulement des eaux pluviales dans les regards (prestation définie au présent CCTP).

Art. 4.8- Enlèvement des palettes :

Objectif :

Le titulaire aura intégré dans son offre, l'évacuation des palettes en bois issues de l'activité de la Caisse des Dépôts et des Consignations pour recyclage

Modalités d'intervention :

Le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer un enlèvement régulier (au minimum 1 fois par mois)

Art. 4.9 - Travaux de nettoyage

Objectifs :

Papiers ou déchets au sol ne restant pas plus de 2 jours en place.

Surfaces minérales balayées si souillées par des déchets verts ou de la terre

Modalités de l'entretien :

Les objets papiers ou déchets qui pourraient être déposés les usagers ou par le vent seront enlevés pour tenir le site en parfait état de propreté. Dans tous les cas, un passage minimum une fois toutes les deux semaines est impératif.

En cas d'intempérie exceptionnelle (vent violent), une intervention urgente peut-être demandée afin de nettoyer les déchets végétaux et autres qui ont été amenés ou arrachés par les mauvaises conditions climatiques.

ARTICLE 5 – DESCRIPTIF DES OPERATIONS DE FLEURISSEMENT

Art. 5.1 – Objectif du fleurissement :

Il s'agit d'offrir aux occupants du site et aux visiteurs, des événements colorés surtout sur la période estivale. Ces événements se déclinent sous la forme de fleurissement et de compositions florales de 6 massifs.

La situation actuelle doit être améliorée afin d'obtenir des massifs plus denses, avec un aspect esthétique et harmonieux.

Proposer des espèces végétales locales, résilientes aux conditions climatiques changeantes, et capables de survivre et de prospérer dans des conditions de chaleur, de sécheresse ou d'humidité accrues.

Le titulaire devra réaliser le fleurissement des massifs des zones numérotées A, B, C, D, E et F (cf. Annexe 3)

La prestation comprend les fournitures et travaux de plantations.

Art. 5.2 – Localisation :

Le titulaire devra fleurir et entretenir les massifs et/ou jardinière situés :

- Sur le côté gauche et le côté droit du portail « rue Callenge » => zones A et B,
- Sur le rond central de la cour d'Honneur => zone C,
- Sur le côté gauche du préau de la loge du gardien => zone D,
- Sur le côté gauche et le côté droit du quai de livraison => zones E et F.

Art. 5.3 – Proposition de projets de fleurissement :

Le titulaire devra faire des propositions de fleurissement, de compositions des massifs au représentant de la CDC (cf. exemples de rendu possible en annexe 4).

Chaque année, le Titulaire proposera au moins 2 thèmes de fleurissement, à décliner pour la période estivale.

Le titulaire proposera des espèces végétales locales, résilientes aux conditions climatiques changeantes, et capables de survivre et de prospérer dans des conditions de chaleur, de sécheresse ou d'humidité accrues.

Il présentera les thèmes au représentant de la CDC en donnant le plus de détails (photographies, schéma...) pour que ce dernier puisse faire un choix.

Art. 5.4 – Travaux de fleurissement et entretien des massifs :

Sur la base du choix retenue par le représentant de la CDC, le Titulaire réalisera les compositions des massifs à fleurir, à la date convenue.

Au sol, la surface à couvrir représente toute la surface du massif.

La prestation tient compte de la fourniture et de la mise en place des diverses plantations hautes et basses (bulbes, plantes herbacées, plantes vivaces et de graminées, plantes à fleurs, plantes aromatiques, arbustes d'espèces diverses...) et de tous les compléments nécessaires à la réalisation des projets de fleurissement.

Le fleurissement estival s'étendra sur la période du 15 mai au 15 octobre.

Art. 5.4.1 - Préparation du sol et soins particuliers

Dito Art. 4.3

Le titulaire préparera les massifs à fleurir (désherbage, nettoyage, griffage, travail du sol, nivellement) avant plantation.

Art. 5.4.2 – Mise en place des plantations

La date de plantation prévue se fera en accord avec la Caisse des Dépôts. Le Titulaire fera également tous les travaux saisonniers nécessaires (binage, désherbage et arrosage).

Concernant le fleurissement estival, une grande importance sera donnée à l'obtention d'un effet immédiat des plants mises en œuvre. Elles devront présenter des volumes et une densité de plantation satisfaisante.

En cours de saison, le Titulaire devra remplacer à ses frais les sujets morts ou trop amoindris et enlever les fleurs fanées.

L'entretien et le fleurissement des jardinières extérieures proprement dites incombe également aussi au Titulaire.

Art. 5.4.3 – Entretien

Le titulaire fera également tous les travaux saisonniers nécessaires (binage, désherbage et arrosage).

Les massifs fleuris devront toujours être propres, absence de mauvaises herbes et le sol ameubli.

En cours de saison, le titulaire devra remplacer à ses frais les sujets morts ou trop amoindris et enlever les fleurs fanées.

En fin de végétation, les plantes annuelles et bulbeuses seront arrachées et évacuées. Les massifs seront bêchés, nivelés et maintenus propres en attendant leur regarnissage en accord avec la Caisse des Dépôts

Art. 5.4.4 – Arrosage

En ce qui concerne les massifs, des arrosages doivent être exécutés.

Ils doivent être effectués en dehors des heures de fort ensoleillement, de préférence tôt le matin ou en fin d'après-midi, Les zones non pourvues d'arrosage automatique feront l'objet d'un arrosage manuel par l'entreprise correspondant au besoin hydrique de la végétation.

L'arrosage devra être réalisé aussi souvent que nécessaire pour maintenir les végétaux en bon état de végétation et d'aspect.

Le titulaire proposera des alternatives écologiques pour réduire l'arrosage des végétaux. Ces alternatives peuvent inclure la sélection d'espèces végétales adaptées à la sécheresse, la mise en place de techniques de paillage pour conserver l'humidité du sol, ou d'autres techniques d'irrigation (oya, ...).

ARTICLE 6 – APPORTS

Art. 6.1 – Fiche produits

Au début de la prestation, pour approbation de la CDC, le Titulaire fournira, dans un délai de 8 jours, les fiches techniques des produits utilisés ainsi que les notes d'approvisionnement indiquant l'origine des fournitures mises en œuvre et leur date d'achat. Il transmettra également en cours de marché les fiches des nouveaux produits qu'il serait amené à utiliser. Ces nouvelles fiches seront à transmettre dans un délai de 8 jours avant usage. Les produits devront respecter les prescriptions du présent CCTP ainsi que la législation en vigueur. Le Titulaire reste responsable des effets des produits qu'il met en œuvre.

Art. 6.2 – Substrat

6.2.1 - Terre franche

Fourniture et mise en place de terre végétale franche, limono- sableuse et perméable, exempte de corps étrangers y compris foisonnement. **Caractéristiques requises :**

- Taux d'humidité supérieur à 90 % de sa limite de plasticité, Structure fine aérée, sans zones ni mottes compactées,
- Absence de toute matière phytotoxique (métaux lourds, résidus d'hydrocarbures, herbicides rémanents,),
- Absence matériaux présentant des signes d'anoxie ou d'hydromorphie.

Analyse de la terre végétale, amendements et engrais de correction nécessaires à la charge du Titulaire, informations à communiquer à la Caisse des Dépôts.

6.2.2 - Amendement organique

- Fourniture et apport d'un engrais type « OR BRUN », par épandage.

6.2.3 - Fertilisation localisée

Fourniture et mise en place de pastille d'engrais retard type « Fertilinz » exempte de chlore.

ARTICLE 7 – DESCRIPTIF DES TRAVAUX EXCEPTIONNELS

Art. 7.1 - Objectifs :

Des travaux exceptionnels peuvent être commandés à la demande expresse de la Caisse des Dépôts (taille de grands arbres, petits travaux de maçonnerie, nettoyage de voiries...). Ceux-ci seront rémunérés par application du BPU (Bordereau de Prix Unitaires)

Les prix du bordereau devront tenir compte :

- Du respect des règles d'hygiène et de sécurité,
- Des frais d'étude éventuelle, d'encadrement,
- Des sujétions imposées par les travaux (mise à disposition de personnels, de matériels, d'outillages...) etc...

Ces travaux seront fixés et notifiés par bons de commande

Art. 7.2 – Typologie des travaux pouvant être commandés :

Art. 7.2.1– Engazonnement par semi

Le prix s'applique au mètre carré (€ / m²)

Il rémunère :

- Le passage d'un engin mécanique (motoculteur ou rotovator),
- L'apport éventuel de terre végétale,
- Le nivellement du terrain,
- La fourniture et le semis d'espèces indigènes adaptées au gazon écologique,
- Le passage du râteau,
- Le roulage du terrain,
- Ainsi qu'un semis de regarnissage des pelades,
- L'arrosage.

Art. 7.2.2– Plantation de jeunes arbres

Le prix rémunère, unitairement le travail de plantation de jeunes arbres :

- la mise en place des sujets munis si nécessaire du système de tuteurage adapté.
- la garantie des végétaux, avec le remplacement des sujets qui n'auraient pas pris.
- la fourniture des sujets est définie à l'art. 6.2.13

Art. 7.2.3– Plantation d'arbustes

Le prix rémunère, unitairement Le travail de plantation d'arbustes :

- la mise en place des sujets munis si nécessaire du système de tuteurage adapté
- la garantie des végétaux, avec le remplacement des sujets qui n'auraient pas pris
- la fourniture des sujets est définie à l'art. 6.2.13

Art. 7.2.4– Plantation de vivaces, aromatiques, graminées, bulbes

Le prix rémunère, unitairement le travail de plantation de vivaces, aromatiques, graminées dont quelques essences sont définies au BPU et comprend notamment :

- la mise en place des sujets
- la garantie des végétaux, avec le remplacement des sujets qui n'auraient pas pris
- la fourniture des sujets est définie à l'art. 6.2.13

Art. 7.2.5– Taille douce des grands arbres

Cette opération est destinée à :

- diminuer la charge pondérale d'une branche
- ajuster une forme

Le développement des végétaux limitrophes de propriété ou du site sera arrêté de manière que l'ensemble des rameaux ne dépasse pas ou n'empiète pas le domaine public. L'équilibrage des arbres concernés sera envisagé en conséquence

Les branches dangereuses ou mal placées seront descendues

Pour un arbre dont la hauteur est comprise entre 2,50 m < H < 5,00 m

Prix à l'unité à préciser dans BPU

Pour un arbre de hauteur H > 5,00 m

Prix à l'unité à préciser dans BPU

Art. 7.2.6– Abattage d'arbres

L'opération d'abattage consistera à supprimer la partie aérienne du végétal jusqu'au niveau du sol.

L'abattage sera effectué avec toutes les précautions d'usage, par tous les moyens manuels ou mécaniques à la convenance du titulaire.

Le titulaire sera chargé de faire toutes les démarches utiles auprès des autorités administratives compétentes pour obtenir les permissions administratives de voirie nécessaires pour la bonne conduite de ces prestations avec occupation du domaine public.

Le titulaire fera son affaire de la présence des réseaux aériens ERDF, FT, câble et divers. Il est chargé de déclarer son chantier auprès des différents concessionnaires pour obtenir les coupures et les protections spéciales.

Tous les dégâts occasionnés à ces réseaux seront de sa responsabilité pleine et entière.

Les prix rémunèrent à l'unité l'abattage des arbres

Ils comprennent essentiellement :

- l'amenée et le repli du matériel
- la mise en œuvre des mesures de sécurité adaptées
- les démarches administratives éventuelles
- la signalisation et protection à l'intérieur et ou extérieur du dépôt d'Archives
- l'abattage
- le débitage

Pour un arbre de diamètre < 1,50 m

Prix à l'unité à préciser dans BPU

Pour un arbre de diamètre > 1,50 m

Prix à l'unité à préciser dans BPU

Nota : le diamètre du tronc est mesuré à un mètre du sol

Art. 7.2.7– Essouchement

Les prix rémunèrent à l'unité l'extraction des souches.

Ils comprennent essentiellement :

- l'essouchement
- la signalisation de l'excavation jusqu'au comblement

- le comblement de l'excavation en terre végétale
- l'évacuation des déchets en décharge

Pour une souche de diamètre < 1,00 m
Prix à l'unité à préciser dans BPU

Pour une souche de diamètre > 1,00 m
Prix à l'unité à préciser dans BPU

Art. 7.2.8– Petite maçonnerie

Le prix rémunère au prix horaire (€/ h) la réalisation de petits travaux de maçonneries (de restauration, de reconstruction).

A titre d'exemple, il pourrait s'agir de :

- reconstituer une margelle en pierre maçonnées,
- la restauration des jointements.

Art. 7.2.9– Pose de bordures

Le prix rémunère au mètre linéaire (€ / ml) la fourniture et la pose de bordures en éléments préfabriqués

Il comprend notamment :

- la fourniture rendue sur le chantier des bordures préfabriqués (en béton lisse gris L 50 x l 20 x Ep 5 cm)
- la fouille et l'évacuation des matériaux extraits
- la pose des éléments sur une forme en béton dosé à 250kg par mètre cube
- le jointement

Art. 7.2.10– Création d'une allée piétonne en gravier blanc

Le prix rémunère au mètre carré (€ / m²) :

- la préparation du terrain (décaissement des terres)
- la fourniture et la pose d'une toile géotextile
- la fourniture et la pose de gravier blanc en pierre de calcaire, calibre 5-15 mm
- couche épaisse d'environ (10 cm d'épaisseur)
- le passage d'un engin de compression

Art. 7.2.11– Etude paysagère et végétale (prestation intellectuelle uniquement)

Le prix rémunère les honoraires de Moe pour la réalisation d'une étude d'aménagement paysager

- La production d'une esquisse d'intégration paysagère sur un plan,
- Le chiffrage de l'opération (main d'œuvre et fournitures comprises).

Art. 7.2.12– Nettoyage de surfaces imperméabilisées au nettoyeur HP

Le prix rémunère au mètre carré (€ / m²) le nettoyage au nettoyeur haute pression de surfaces imperméabilisées à la demande de la Caisse des Dépôts et des Consignations.

Art. 7.2.13– Fournitures de végétaux et garantie

Ce prix rémunère, unitairement la fourniture d'arbres, arbustes, vivaces, graminées, plantes grimpantes dont les essences sont définies au BPU et comprend notamment :

- la fourniture des sujets munis si nécessaire du système de tuteurage adapté
- la garantie des végétaux, avec le remplacement des sujets qui n'auraient pas pris

Art. 7.2.14– Intervention d'urgence

Plusieurs raisons peuvent amener la Caisse des Dépôts à entreprendre des travaux urgents tel que l'abattage d'un arbre endommagé, partiellement déraciné par rapport à de mauvaises conditions climatiques

Il devient alors nécessaire d'envisager une intervention urgente dans les plus brefs délais pour des raisons évidentes de sécurité.

Le titulaire s'engage à exécuter les interventions nécessaires en cas d'urgence dans les 48 heures suivant la demande émanant de la Caisse des Dépôts.

Pour réaliser les prestations et supprimer le danger, le titulaire du marché doit pouvoir mobiliser si nécessaire les moyens matériels (camion muni d'un grappin avec chauffeur...) et humains (élagueur qualifié, manœuvre...) rapidement.

L'intervention en cas d'urgence sera rémunérée selon les prix du BPU sans plus-value si les travaux sont exécutés durant les horaires normaux de travail (entre 7h00 et 20h00) et avec plus-value, la nuit (entre 20h00 et 7h00), le dimanche et jours fériés.

ARTICLE 8 – LIVRABLES ATTENDUS

Art. 8.1 – Fiches techniques/produits

Le Titulaire doit fournir annuellement ou en cas de remplacement de matériel en cours de marché, des fiches techniques détaillées pour chaque produit et matériel utilisé dans le cadre de l'entretien des espaces verts. Ces fiches devront inclure les caractéristiques du produit, les instructions d'utilisation, les précautions de sécurité et toute autre information pertinente.

Art. 8.2 – Calendrier et planning

Le Titulaire devra fournir un calendrier prévisionnel des interventions pour l'année à venir, ainsi qu'un planning détaillé indiquant les dates et les horaires de chaque visite d'entretien. Ce calendrier devra être élaboré en concertation avec l'entreprise cliente et devra être respecté dans la mesure du possible.

Art. 8.3 – Rapports d'intervention

Le Titulaire doit fournir des rapports d'intervention pour chaque passage, décrivant en détail les activités réalisées lors de chaque visite d'entretien. Les rapports doivent inclure la date de l'intervention, les travaux effectués, les problèmes éventuellement rencontrés, les mesures correctives prises, ainsi que des photographies avant et après si nécessaire.

Ainsi, le Titulaire doit fournir au représentant de la CDC un reporting d'activité trimestriel.

Art. 8.4 – Consommations

Le Titulaire devra fournir des rapports détaillés sur les consommations de produits (engrais, pesticides, etc.) utilisés lors des interventions d'entretien. Ces rapports devront indiquer les quantités utilisées, les dates d'utilisation et les zones traitées.

Interventions et déplacements : Le Titulaire devra tenir un registre précis des interventions réalisées, en indiquant les dates, les horaires, les zones d'intervention et les travaux effectués. De plus, tout déplacement effectué dans le cadre de la prestation devra être enregistré, en mentionnant les distances parcourues et les moyens de transport utilisés.

Art. 8.5 – Bilan carbone

Le Titulaire devra fournir un bilan carbone annuel de la prestation d'entretien des espaces verts. Ce bilan devra évaluer les émissions de gaz à effet de serre liées aux activités d'entretien, en prenant en compte les consommations énergétiques, les transports, ainsi que les émissions liées à la gestion des déchets verts.

Art. 8.6 – Traçabilité des déchets

Le Titulaire devra assurer une traçabilité complète des déchets générés lors des interventions d'entretien. Cette traçabilité devra inclure le poids des déchets, leur nature (tonte de gazon, tailles d'arbustes, etc.), ainsi que la chaîne de valorisation mise en place (compostage, recyclage, etc.).

Art. 8.7 – Autres livrables

En plus des livrables mentionnés ci-dessus, le Titulaire devra fournir toute autre documentation, rapport ou information jugés pertinents et nécessaires pour assurer le suivi et la qualité de la prestation d'entretien des espaces verts.

En cas de non-production des livrables citées dans le présent article, l'acheteur de la Caisse des Dépôts et des Consignations se réserve le droit d'appliquer des pénalités citées dans Article 11.2 du CCAP.